

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue recteur Daure
CS 60040
14006 Caen Cedex 1

Caen, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FE FRENOUVILLE

chez InnoVent
Parc de la Haute Borne - 5 rue Horus
59491 Villeneuve-D'ascq

Références : 2025.136
Code AIOT : 0005306871

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2025 dans l'établissement FE FRENOUVILLE implanté LD LES COCONNIERES ET LE BUISSON 14630 FRENOUVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait notamment suite au signalement d'un riverain, daté du 5 mars 2025, concernant des problèmes de balisage nocturne des éoliennes situées en plaine sud de Caen.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FE FRENOUVILLE
- LD LES COCONNIERES ET LE BUISSON 14630 FRENOUVILLE

- Code AIOT : 0005306871
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Frénouville, exploité par FE FRENOUVILLE, est composé de six éoliennes (E1 à E6) de type Enercon E-82 d'une hauteur de 119 mètres en bout de pale et d'un poste de livraison électrique, situés sur le territoire de la commune de Frénouville. Il a été autorisé par permis de construire en date du 28 décembre 2006 et mis en service en 2009. Il bénéficie du régime d'antériorité au titre de la réglementation ICPE (autorisation) en application de l'article L. 513-1 du code de l'environnement et est réglementé par les dispositions générales de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Balises nocturnes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Demande d'action corrective	21 jours
2	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Consignes de sécurité (affichage terrain)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 – 2ème alinéa	Demande d'action corrective	1 mois
6	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 et article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I	Sans objet
4	Numérotation mâts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 - 1er alinéa	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le balisage nocturne du parc éolien de Frénouville doit rapidement être remis en service par l'exploitant (absence de balisage nocturne pour 5 des 6 éoliennes) et l'exploitant doit, sans délai, déclarer la panne de balisage à la DSAC Ouest pour mise à jour de l'information aéronautique.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le rapport du suivi environnemental réalisé en 2023 sur le parc éolien.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Balisage nocturne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage nocturne
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : La réglementation relative au balisage des obstacles à la navigation aérienne spécifie qu'en période nocturne, chaque éolienne est équipée d'un balisage lumineux assuré par des feux à éclats rouges installés au sommet de la nacelle, avec une synchronisation des éclats des feux de toutes les éoliennes d'un parc. Le 9 mars 2025, vers 00h45, l'inspection des installations classées constate sur le terrain que : <ul style="list-style-type: none">• l'éolienne E1 est équipée d'un balisage rouge clignotant,• les cinq autres éoliennes (E2 à E6) ne présentent aucun balisage. Le balisage diurne du parc n'a pas fait l'objet d'une vérification par l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit remettre en conformité le balisage nocturne du parc éolien dans les plus brefs délais, et au plus tard sous 21 jours. Il fournit, dans le même délai, à l'inspection des installations classées les justificatifs de la remise en service du balisage. À défaut, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement seront engagées. De même, à réception du présent rapport, l'exploitant notifie la défaillance des feux de balisage en adressant une déclaration de panne de balisage à la Direction de la sécurité de l'aviation civile Ouest (bf.developpement-durable.dsaco@aviation-civile.gouv.fr) pour une mise à jour de l'information aéronautique. L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que se soustraire à ces obligations de communication d'information est susceptible d'entraîner sa responsabilité en cas de collision d'aéronef avec ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 21 jours

N° 2 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Autre, Déclaration
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun dysfonctionnement du balisage du parc éolien de Frénouville n'a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à présenter, sous un mois, à l'inspection des installations classées un rapport d'incident. À défaut, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement seront engagées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Déclaration des données techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Déclaration OREOL</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la précédente inspection réalisée le 25/01/2023 : la déclaration des éoliennes et des postes de livraison dans l'outil OREOL (Outil de référencement des EOLiennes) n'était pas encore effectuée.</i></p> <p>Le jour de l'inspection, les installations du parc éolien de Frénouville sont déclarées dans l'outil OREOL.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Numérotation mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 - 1er alinéa
Thème(s) : Situation administrative, Numérotation mât
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées constate sur le terrain, le jour de l'inspection, que l'éolienne E1 est bien identifiée par son numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consignes de sécurité (affichage terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 – 2ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage public
Prescription contrôlée : Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; • l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; • la mise en garde face aux risques d'électrocution ; • la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Le jour de l'inspection, aucun panneau d'affichage des consignes de sécurité à observer par les tiers n'est en place au niveau du chemin d'accès aux éoliennes du parc, ni au pied de l'éolienne E1.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un mois, l'exploitant met en conformité l'affichage des consignes à observer par les tiers aux niveaux des accès aux éoliennes du parc éolien de Frénouville. Il transmet, sous un mois, les justificatifs de cette mise en conformité à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 et article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation du suivi environnemental
Prescription contrôlée : <u>Article 12 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié :</u> L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...] <u>Article 2.3 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié :</u> [...] II. Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ; [...]
Constats : <i>Constat de la précédente inspection réalisée le 25/01/2023 : le suivi environnemental réalisé en 2018 sur le parc de Frénouville ne répond pas au protocole en vigueur au moment de sa réalisation : absence de suivi de mortalité et de suivi de l'activité chiroptérologique. L'inspection des installations classées a enjoint l'exploitant à réaliser en 2023 un nouveau suivi environnemental du parc conforme au protocole de suivi environnemental en vigueur (version 2018).</i> Le jour de l'inspection, aucun rapport de suivi environnemental postérieur au suivi réalisé en 2018 n'a été porté par l'exploitant à la connaissance de l'inspection des installations classées pour le parc éolien de Frénouville.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport faisant suite au suivi environnemental réalisé en 2023 sur le parc éolien de Frénouville, ainsi que le justificatif du versement des données brutes collectées dans le cadre de ce suivi dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " (DEPOBIO).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

